



Commission du désarmement

Session de fond

Débat général

New York, le 1^{er} avril 2013

S.E. M. Paul Seger

Représentant permanent de la Suisse

Monsieur le Président,

Je souhaite en tout premier lieu joindre ma voix à celle des délégations précédentes pour vous féliciter de votre élection à la présidence de la session 2013 de la Commission du désarmement des Nations Unies (CDNU). Je tiens à vous assurer du plein soutien de la délégation suisse dans la conduite de votre mandat.

Nous avons l'espoir que les échanges soient constructifs, afin de tendre vers des recommandations et principes de consensus sur les sujets de substance à notre programme, à savoir « Recommandations en vue de réaliser le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires » et « Mesures de confiance concrètes dans le domaine des armes classiques ». La délégation suisse va s'engager activement au sein des groupes de travail et se réjouit de continuer les travaux sur les notes des Présidents des groupes de travail respectifs.

Les questions afférentes au désarmement et à la sécurité internationale sont en constante évolution et la communauté internationale est confrontée à de nouveaux défis de plus en plus complexes.

Alors que les défis se multiplient, les institutions onusiennes du désarmement ne semblent plus être en mesure de répondre adéquatement aux attentes placées en elles. Les conséquences de ces défaillances sont significatives et se font clairement sentir par la pression montante d'aboutir à des solutions concrètes dans les plus brefs délais.

La CDNU est le forum spécialisé et délibératif au sein du mécanisme de désarmement des Nations Unies qui doit élaborer, sur la base du consensus, des principes, des lignes directrices et des

recommandations sur de nombreux sujets de désarmement qui doivent être adoptés par l'Assemblée générale. Cependant, ce forum a certes produit des résultats mais n'a plus été en mesure d'adopter des recommandations de substance depuis maintenant plus de treize ans. La valeur ajoutée que la CDNU apporte aux processus de désarmement et de maîtrise des armements est aujourd'hui sujette à caution.

La situation de la Commission n'est malheureusement pas un cas isolé. La Conférence du Désarmement, elle aussi, subit un blocage et risque de connaître une nouvelle année de disette.

Plusieurs raisons sous-tendent les blocages affectant le mécanisme du désarmement. A ce titre, le manque de volonté politique de progresser ou d'en tirer parti là où celle-ci se matérialise est certainement un facteur d'importance. Mais l'absence de progrès s'explique tout autant par des causes sur le plan institutionnel.

Il est certain qu'un défi de taille pour la communauté internationale est de déterminer comment les dysfonctionnements du mécanisme de désarmement peuvent être abordés, collectivement, effectivement et dans un calendrier judicieux.

En 2011, l'Afrique du Sud, les Pays-Bas et la Suisse ont soumis la résolution A/RES/66/66, « Revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement ». Cette résolution invite notamment les Etats à examiner, étudier et combiner les éléments d'une revitalisation du mécanisme de désarmement des Nations Unies. Bien que le débat ait pu être lancé, et qu'un grand nombre de délégations y aient participé activement, il reste à trouver des moyens de déployer des efforts plus concrets afin de redonner un nouveau souffle au processus. La Suisse reste persuadée qu'un débat de fond sera nécessaire, afin de développer et de faire progresser les propositions que nous avons discutées jusqu'ici. Nous espérons qu'il sera possible de procéder d'une manière structurée – notamment au sein de la CDNU et de la CD.

Il nous semble impératif que la CDNU se penche sur la manière d'appréhender ses travaux comme ce fut le cas en 2012, lorsque des réunions informelles sur les méthodes de travail de la Commission avaient été organisées.

- Dans une perspective de revitalisation, la CDNU devrait premièrement continuer une réflexion quant à la manière d'approcher l'ordre du jour pour les cycles de travail. Les blocages de la Commission sont en partie liés au fait que deux thématiques y apparaissent, l'une sur le désarmement nucléaire et l'autre sur le désarmement conventionnel. Ceci crée une situation peu propice à des avancées car l'absence de progrès dans un domaine génère des blocages dans l'autre. La Suisse propose d'avoir un thème annuel unique à l'ordre du jour de la Commission.

- Deuxièmement, la CDNU devrait également se pencher sur la possibilité d'ouvrir ses travaux à des échanges avec les représentants du Secrétariat, du monde académique et de la société civile. Une plus grande interaction avec ces acteurs pourrait servir à donner un nouvel élan aux travaux de cette enceinte et faire en sorte que celle-ci prenne en considération toutes les préoccupations liées aux questions de désarmement.
- Un troisième élément qui mériterait d'être approfondi par la CDNU a trait à la transmission à l'Assemblée générale d'un rapport reflétant les échanges de vue sur les questions de substance. Les blocages de ces dernières années ont eu pour effet que cette transmission d'information a été impossible. La possibilité pour la Présidence en exercice de la Commission de transmettre en son nom propre un rapport à l'Assemblée générale reflétant les discussions et les différentes opinions exprimées devrait être envisagée.

Ces réflexions vont nécessiter du temps. Toutefois, nous sommes d'avis qu'il ne faut épargner aucun effort afin d'améliorer nos méthodes de travail. Nous vous encourageons, Monsieur le Président, à trouver les modalités pour entreprendre cet exercice.

Entre-temps, l'impatience et les frustrations ont amené l'Assemblée générale à prendre des décisions inédites à ce jour. Par exemple, elle a établi un groupe de travail à composition non limitée chargé de faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire. Ceci devrait être un signal clair pour ce forum.

D'autres initiatives qui ont rencontré un certain intérêt récemment sont certes moins directement liées à l'incapacité de la CDNU à fournir des résultats, mais restent pertinentes pour nos discussions.

Il y a quelques semaines, de nombreux Etats représentant deux tiers des membres de l'ONU ainsi que des organisations internationales et non-gouvernementales clefs ce sont réunis à Oslo en Norvège. Ils y ont considéré en détail la sérieuse préoccupation des conséquences humanitaires catastrophiques de tout usage d'armes nucléaires comme exprimé par toutes les parties au traité de non-prolifération nucléaire dans son résultat final de la conférence d'examen du TNP 2010.

Monsieur le Président,

Pour conclure, il nous semble qu'il devient de plus en plus difficile de maintenir qu'une profonde révision de la machinerie de désarmement ou une approche nouvelle dans ce secteur ne sont pas nécessaires. Agir est aujourd'hui devenu une priorité.

Je vous remercie.

Mr. Chairman,

I would like to begin by adding my voice to that of the preceding delegations in congratulating you on your election to the chair of the 2013 Session of the United Nations Disarmament Commission (UNDC). I would also like to take this opportunity to assure you of the Swiss delegation's full support in the conduct of your mandate.

It is our hope that the exchange of views will be constructive so as to reach consensual recommendations and principles with regard to the matters of substance on the agenda, namely the "Recommendations for achieving the objective of nuclear disarmament and non-proliferation of nuclear weapons" and "Confidence-building measures in the field of conventional arms". The Swiss delegation intends to play an active role in the working groups and looks forward to continuing the work on the notes of the chairs of the respective working groups.

Questions relating to disarmament and international security are constantly evolving, confronting the international community with new and increasingly complex challenges.

As these challenges pile up, the UN institutions dealing with disarmament no longer seem able to respond adequately to expectations. The consequences of these failings are significant and clearly reflected in the growing pressure to achieve meaningful solutions in the shortest possible time.

The UNDC is a specialized forum for deliberations within the United Nations disarmament machinery, which, on the basis of consensus, is expected to elaborate principles, guidelines and recommendations concerning the various aspects of disarmament for adoption by the General Assembly. Although this forum has indeed produced results, it has failed to adopt any recommendations of substance for what has now been 13 years. The value added to the process of disarmament and arms control by the UNDC is today questionable.

Unfortunately, the predicament in which the Commission finds itself is not an isolated case. The Conference on Disarmament is itself stymied and risks facing yet another year of frustration.

There are several reasons for the paralysis of the disarmament machinery. The absence of political will to move forward or to take advantage of such a will when it does manifest itself, is certainly an important factor. However, there are also causes at the institutional level for this lack of progress.

Determining how to approach the dysfunctions of the disarmament machinery collectively, effectively, and in accordance with a judicious timetable clearly presents the international community with a major challenge.

In 2011, South Africa, the Netherlands and Switzerland introduced resolution A/RES/66/66 entitled “Revitalizing the Work of the Conference on Disarmament and Taking Forward Multilateral Disarmament Negotiations”. This resolution invited States, *inter alia*, to explore, consider and consolidate elements for revitalization of the UN disarmament machinery. While it was possible to launch such a discussion and many delegations participated actively, it still has to be determined how more concrete efforts can be made to mobilize a thorough revitalization process. Switzerland remains convinced that a thorough debate will be necessary in order to act on the suggestions that have been discussed. We hope that the process can be advanced in a structured manner, particularly in the UNDC and the CD.

In so far as the UNDC is concerned, we feel it is imperative that it reflect on how to approach the tasks facing it, as it did in 2012 when informal meetings were held concerning the Commission’s working methods.

- In an effort of revitalization, the UNDC needs to continue to reflect on the best way to approach the agenda for these cycles. One of the reasons the machinery has ground to a halt is the duality of topics, one being nuclear disarmament and the other conventional disarmament. This leads to a situation that is not particularly conducive to progress, the absence of which in one area causes paralysis in the other. Switzerland proposes that the Commission’s annual agenda focus on just one of the two topics.
- The UNDC should also reflect on the possibility of opening its deliberations to exchanges with representatives of the Secretariat, academia and civil society. Greater interaction with these players could help breathe new life into the efforts of this forum and enable it to take into consideration all of the preoccupations linked to disarmament issues.
- Furthermore, the UNDC also needs to give greater thought to submitting to the General Assembly a report reflecting exchanges of view on questions of substance. The paralysis of the machinery that has occurred in recent years has rendered the submission of such information impossible. Thought also needs to be given to the possibility of the sitting Commission chairman submitting in his own name a report to the General Assembly that reflects the discussions and the views expressed.

Such reflections will take time. Nonetheless, we feel that no effort should be spared when it comes to improving our working methods. We encourage you, Mr. Chairman, to find ways to move forward on this matter.

In the meantime, the impatience and frustration generated by such long-standing failures has finally prodded the General Assembly into making decisions unheard of to this day.

It has, for example, created a working group of unrestricted composition whose task is to move forward the multilateral negotiations on nuclear disarmament. This should send a clear signal to this forum.

Other initiatives have recently been in the spotlight, which while less directly linked to the UNDC's inability to produce results, are still of relevance to our discussions.

A few weeks ago, two-thirds of the UN Membership, as well as key international and non-governmental organizations, met in Oslo (Norway) to give further consideration to the deep concern expressed by all Parties to the Treaty on the Non-proliferation of Nuclear Weapons (NPT) at the outcome of the 2010 NPT review conference regarding the catastrophic humanitarian consequences that would result from any use of nuclear weapons.

Mr. Chairman,

In conclusion, it seems to us increasingly difficult to argue against the need for a complete overhaul of the disarmament machinery and a new approach in this sector. The need for action must now be a priority.

Thank you for your attention.